

Comprendre le monde dans lequel nous vivons : **LA VISION DE L'UNION POPULAIRE**

Texte débattu, amendé et adopté au 1^{er} Congrès de l'Union Populaire
du 25 novembre 2023

FAIRE FACE À LA CRISE CAPITALISTE, CONSTRUIRE UN PARTI POPULAIRE DE LA GAUCHE COMBATIVE

Durant ces dernières décennies, les forces politiques de la gauche combative étaient parvenues à jouer un rôle plus important à Genève que dans le reste de la Suisse. Rassemblées autour d'une coalition électorale, elles ont pourtant peiné à saisir la nouvelle période ouverte par la crise de 2007-2009, marquée par une accélération et un durcissement des politiques d'austérité impulsées par la droite visant la majorité des habitants et des travailleurs de ce canton, femmes et hommes, en particulier les plus vulnérables : baisse massive de l'imposition des grandes entreprises, précarisation de l'emploi, explosion des primes maladie, pénurie de logement à des prix abordables, répression des sans-papiers, politique pénale privilégiant l'enfermement, etc.

Un nouveau cap

Depuis les grèves et manifestations de la fonction publique de la fin 2015, le recul des mobilisations sociales et la multiplication des divisions au sein du monde syndical ont offert un terrain favorable à une nouvelle offensive de la droite et des milieux patronaux. L'ASLOCA a connu ses premières défaites dans les urnes. L'AVIVO n'a plus été capable de peser sur des votations importantes. Les associations de défense des plus vulnérables ont aussi rencontré des difficultés. Enfin, les deux mouvements sociaux les plus importants de la période récente, la grève féministe et la grève climat, en dépit de leurs capacités considérables de mobilisation dans la rue, n'ont pas réussi à arracher de victoires, même partielles, et ont connu un certain essoufflement.

Dans ce contexte, Ensemble à Gauche a pu jouer un rôle significatif en tant que pôle de résistance politique cantonal, en particulier dans la défense des services publics et des prestations sociales, relayant les revendications du monde syndical

et associatif, menant une « guérilla » parlementaire incessante contre les projets de la droite, lançant des initiatives et des référendums et ne concédant rien à la ligne de compromis sans combat des Verts et du PS. Cette opposition a été capable de freiner la droite et ses cautions de centre-gauche, même si elle a profondément souffert de la quasi-absence de mobilisations sociales.

Ensemble à Gauche n'a pourtant pas été capable de construire un parti politique à même de s'implanter sur les lieux de travail, de formation et de vie. Réunir plusieurs petites formations politiques à l'heure des élections ne suffisait plus. Il était temps de bâtir une force populaire plus large, ouverte aux adhésions individuelles. Pour offrir un instrument politique aux activistes de terrain et à un électorat qui se compte par milliers, la gauche combative a besoin d'une force politique unifiée capable d'organiser des centaines de membres. Face à la crise aiguë du capitalisme, à l'explosion des inégalités et au durcissement des attaques de la classe dominante, il est aujourd'hui essentiel de nous regrouper et d'appeler des secteurs des couches populaires à nous rejoindre.

"Il nous faut donc entamer aujourd'hui la construction d'un parti populaire de la gauche combative, capable de compter sur une adhésion plus large du monde du travail, des couches populaires et de la jeunesse."

Il nous faut donc entamer aujourd'hui la construction d'un parti populaire de la gauche combative, capable de compter sur une adhésion plus large du monde du travail, des couches populaires et de la jeunesse. Un parti qui, au contraire du Parti socialiste et des Verts, rejette tout compromis sans combat avec les exigences de l'économie capitaliste mondialisée et appelle à la lutte contre l'exploitation du travail salarié, l'exploitation du travail domestique effectué majoritairement par les femmes et l'exploitation de la nature ; un parti dont le programme vise à la satisfaction des besoins fondamentaux de toutes et tous, à la promotion de l'égalité entre les êtres humains et au respect de la biodiversité et du climat ; un parti qui défende les droits des personnes LGBTIQ+ ; un parti écosocialiste. Nous savons que le chemin sera long et difficile et que nous devons nous armer de patience.

Monaco sur Léman ?

La gauche combative genevoise se bat dans un canton où les disparités sociales sont plus importantes que dans le reste du pays. Les grosses fortunes y augmentent plus vite qu'ailleurs (le montant total des patrimoines de plus de 3 millions de francs a été multiplié par trois au cours de ces sept dernières années). Elle tend ainsi à devenir une sorte de « Monaco sur Léman » puisque Genève concentre un grand nombre de praticiens de l'évasion fiscale. Pour le

professeur de droit pénal Mark Pith, on ne peut aborder la lutte anticorruption à l'échelle internationale sans « *commencer à Genève à la rue Dufour, chez les avocats responsables de créer les structures nécessaires* » (RTS, 3 déc. 2017).

Les banques privées genevoises, spécialisées dans la gestion de fortune, disposent de 1272 milliards de francs sous gestion (fin 2022). Par ailleurs, depuis une quinzaine d'années, grâce à l'arrivée de sociétés britanniques et russes, Genève s'est hissé, devant Londres, au premier rang du négoce et du financement du commerce du pétrole, du gaz naturel, de l'éthanol, du sucre, du café, des céréales et des graines oléagineuses.

Pourtant, dans ce même canton, 4 personnes sur 10 ne gagnent pas de quoi payer le moindre impôt sur le revenu, ne peuvent pas se soigner convenablement et peinent à payer leur loyer et leur assurance maladie. Le taux moyen de surendettement y est sensiblement plus élevé que dans le reste de la Suisse. Un tiers des ménages du canton habitent des appartements souvent trop petits dans moins de 3 000 très grands immeubles locatifs, alors que 8 % des ménages logent dans 26 000 maisons individuelles.

Genève est évidemment aussi partie intégrante d'une puissante économie capitaliste nationale. Et c'est à ce niveau, dans « le cerveau du monstre », pour reprendre la formule de Che Guevara sur la Suisse, que nous devons nous efforcer de construire à terme un parti populaire de la gauche combative en développant des liens avec d'autres forces cantonales qui poursuivent les mêmes objectifs. En effet, aucun progrès social ou démocratique significatif et durable ne pourra être arraché au seul échelon local.

« J'ai été le chauffeur de Che Guevara pendant un certain temps, à Genève. La veille de son départ, j'ai pris mon courage à deux mains et lui ai lancé : 'Commandant, je veux partir avec vous ! Il m'a alors montré les bâtiments illuminés au centre de Genève et m'a dit : 'Le cerveau du monstre est ici. C'est ici que vous devez vous battre'. » (Jean Ziegler citant Che Guevara)

« Dans le cerveau du monstre »

Le fait de lutter en Suisse nous confère d'importantes responsabilités en termes de solidarité internationale. Ce pays est en effet au premier rang mondial pour le stock de ses investissements directs à l'étranger par habitant ; ses multinationales exploitent un salariat deux fois plus important à l'extérieur qu'à l'intérieur de ses frontières ; il emploie une forte proportion de main-d'œuvre immigrée, privée de droits et corvéable à merci (il pratique une véritable délocalisation sur place) ; il gère un quart des fortunes mondiales offshore ; enfin, les sièges de nombreuses multinationales s'y établissent pour profiter de sa stabilité politique, de sa paix

sociale, de ses infrastructures, de son secret des affaires, de ses services juridiques et financiers et de sa fiscalité avantageuse. La Confédération est aussi de loin le premier acteur mondial du commerce de l'or physique, dont elle monopolise le raffinage.

La Suisse est donc largement tributaire des évolutions de la situation économique, sociale et politique internationale. Sa dépendance à l'égard de la conjoncture européenne est déterminante, même si elle tend à diminuer au vu de l'importance croissante de ses relations avec l'Amérique du Nord et l'Asie. La signature de traités de libre-échange avec 43 pays hors de l'UE et de l'AELE témoigne de sa volonté de diversifier ses partenaires économiques. La Suisse est ainsi l'un des premiers États occidentaux à avoir signé un accord de libre-échange avec la Chine, en juillet 2013 (en 2021, la Chine arrive au 3^e rang des importateurs de produits suisses).

Le Produit intérieur brut (PIB) réel par habitant de la Confédération n'a apparemment que très peu progressé de 2011 à 2021 (+1,7 % en dix ans), pourtant ce pourcentage n'est pas négligeable compte tenu de la forte appréciation du franc suisse. Coiffant la plupart des pays de l'OCDE au poteau, le solde commercial de la Suisse (excédent des exportations sur les importations) est largement excédentaire et représente 12 % de son PIB. En termes de compétitivité, le Forum économique mondial (WEF) classe chaque année la Suisse dans les tout premiers rangs : 1^{ère} en 2021 (2^e en 2022, derrière le Danemark, mais toujours 1^{ère} pour l'efficacité de son gouvernement et de ses infrastructures).

Ces résultats s'expliquent par une compression des dépenses publiques, par une dégradation des prestations de retraite et par une politique salariale très restrictive : de 2015 à 2022, l'indice des salaires réels a stagné, passant de 100 à 99,9 (99,3 dans la construction, 98,7 dans l'industrie). Il faudrait ajouter qu'il s'agit là de moyennes et que les bas salaires ont diminué plus fortement que la moyenne, tandis que les hauts salaires augmentaient. Tout ceci en dépit d'un marché du travail très tendu : quatre entreprises sur cinq affirment qu'elles ont aujourd'hui de la peine à recruter. Pourtant, pour 2023, l'UBS anticipe une réduction des salaires réels de l'ordre de 1 %, soit la plus forte baisse depuis 1942 ! (UBS Outlook Schweiz, 8 nov. 2022).

La compétitivité de l'économie suisse s'explique enfin aussi par la proportion élevée des temps partiels féminins (près de 60 % des femmes actives) qui ne fait que traduire le poids élevé de leur contribution non rémunérée aux tâches de soin et d'éducation. Ainsi, selon un rapport du Conseil fédéral datant de 2022, l'écart global des revenus du travail entre femmes et hommes sur toute une vie se monte à 43 %, contre 24 % en Suède. Le solde migratoire positif rend enfin

compte d'un taux d'activité (ratio de la population active sur la population totale en âge de travailler) élevé, mais aussi de l'importation massive d'une main-d'œuvre qualifiée, dont les frais de formations ont été assumés par l'étranger.

« La bourgeoisie industrielle et bancaire suisse s'est depuis très longtemps avancée de manière masquée : derrière la neutralité politique, c'est-à-dire dans l'ombre des grandes puissances coloniales et impérialistes [...] ; masquée aussi derrière un discours propagandiste omniprésent essayant et réussissant souvent à faire passer la Suisse pour le pays de la politique humanitaire, à travers la Croix-Rouge, les Bons offices, la philanthropie, etc. ; enfin, masquée par un discours, complémentaire au précédent, que j'ai appelé la « rhétorique de la petitesse », présentant toujours la Suisse comme un David s'affrontant à des Goliath, un petit État faible et inoffensif. » (Sébastien Guex, Le Courrier, 6 déc. 2020)

Une crise systémique du capitalisme

La construction de l'Union populaire intervient dans une période de crise systémique du capitalisme mondial, dont nous devons comprendre les grandes tendances. D'une part, une fraction croissante du capital ne trouve pas de rendements suffisants pour s'investir dans le secteur productif et préfère spéculer sur les marchés financiers ou immobiliers. D'autre part, la demande en équipements et en biens de consommation ne permet pas d'offrir des débouchés à une économie basée sur le profit privé, déjà minée par d'importantes surcapacités de production. À cette contradiction « classique » s'ajoute un nouvel écueil : les contraintes écologiques planétaires.

Celles-ci se manifestent aujourd'hui de façon plus immédiate, plus directe et plus urgente que jamais. D'abord par une tendance à la hausse des cours des matières premières depuis le début du XXI^e siècle (après un siècle de baisse de l'ordre de 0,5 % par an), mais surtout par une volatilité de ceux-ci, qui pèse sur la rentabilité et la sécurité des investissements. Cette nouvelle donne résulte de coûts d'exploitation plus difficiles à maîtriser. La raréfaction des produits de base, le réchauffement climatique et la destruction de la biodiversité pèsent ainsi de façon croissante sur les rendements et les débouchés de l'économie capitaliste. Un manque à gagner que les experts commencent à chiffrer en milliers de milliards de dollars, sans parler bien sûr de leurs conséquences en termes de souffrances pour des centaines de millions d'êtres humains.

Avec COVID-19, le dérèglement du métabolisme entre la nature et les sociétés humaines est monté d'un nouveau cran. Cette pandémie avait été anticipée par l'émergence d'une série de nouvelles maladies infectieuses plus localisées, moins contagieuses ou moins virulentes. Ces zoonoses résultent des progrès de l'agrobusiness, qui accélèrent la déforestation, l'expansion des monocultures

d'exportation et la généralisation de l'élevage industriel. Colportés avec une rapidité sans précédent par le trafic aérien, les nouveaux germes peuvent atteindre rapidement des centaines de millions de personnes, paralysant ainsi des chaînes de production mondialisée.

La pandémie a démultiplié les facteurs de crise du capitalisme qui étaient déjà à l'œuvre depuis le krach bancaire de 2007-2009 et la longue stagnation économique qui s'en est suivie. Elle a montré à quel point les politiques néolibérales avaient sacrifié le bien commun (santé publique, services sociaux, etc.) aux intérêts privés (baisses d'impôts pour les privilégiés) et combien les gouvernements étaient à la botte des entreprises (soutien massif aux grandes sociétés et aides rationnées à la population). Pour autant, « le monde d'après » pourrait se révéler encore pire que celui d'avant si les mobilisations sociales ne sont pas au rendez-vous et qu'elles manquent de perspectives politiques à gauche.

Nous faisons désormais face à une hausse durable de l'inflation, qui mine le pouvoir d'achat des salaires et des bas revenus sur fond de relance des attaques aux systèmes de retraite (hausse de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans et initiative des jeunes PLR pour la retraite à 67 ans en Suisse). En même temps, les banques centrales ont élevé leurs taux d'intérêt, mettant en question la stabilité des établissements financiers (faillite du Crédit Suisse) et conduisant une nouvelle fois les autorités à voler à leur secours quoi qu'il en coûte. Si bien qu'aujourd'hui, l'économie internationale n'est plus à l'abri d'une nouvelle récession.

Dans ce contexte économique et social très dégradé, l'agression russe en Ukraine et la résistance imprévue à laquelle elle s'est heurtée ont débouché sur une guerre prolongée de haute intensité en Europe. Elle a conduit les pays membres de l'UE à soutenir l'Ukraine en accueillant 8 millions de personnes réfugiées et en apportant une aide civile et militaire croissante à Kiev, dans le sillage des États-Unis. Ce conflit initié par la Russie a été un véritable cadeau pour l'OTAN (demande d'adhésion de la Finlande et de la Suède) et pour les partisans de la hausse des budgets militaires en Europe.

Ces chocs successifs sont intervenus sur fond d'une explosion sans précédent des inégalités sociales. Nous vivons ainsi un véritable tournant d'époque qui menace de plonger le monde dans la barbarie :

1. Le dérèglement climatique, le recul de la biodiversité, la pénurie de ressources naturelles, les nouvelles pandémies, qui ne sont que les signes les plus évidents d'une profonde rupture du métabolisme entre les sociétés humaines et la nature, menacent à terme la survie de larges pans de l'humanité et des formes de vie évoluées sur terre. Les études scientifiques qui se succèdent

montrent que les scénarios les plus pessimistes sont aujourd'hui les plus vraisemblables, qu'il est trop tard pour éviter une première vague de catastrophes et que les mesures prises aujourd'hui ne pourront déployer leurs effets que dans plusieurs décennies.

2. Les menaces croissantes de conflits interimpérialistes pour le contrôle du monde (États-Unis, membres de l'UE, Japon, Chine, Russie), les guerres néocoloniales ou pour les ressources (États-Unis, France, Russie, etc., en particulier au Moyen-Orient et en Afrique), les guerres d'oppression nationale (Israël, Turquie, Russie, Chine, etc. contre les Palestiniens, les Kurdes, les Géorgiens, les Tchétchènes, les Ukrainiens, les Ouïghours, etc.), les guerres de certains États contre leur propre population (Syrie, Birmanie, etc.), témoignent d'une augmentation généralisée de la violence guerrière.
3. La montée d'un nouvel autoritarisme et la mise en cause des droits démocratiques dans la plupart des démocraties parlementaires représente une menace pour les libertés politiques et syndicales. La crise de domination politique de la bourgeoisie conduit aujourd'hui au pouvoir des partis qui se réclament d'idéologies fascisantes (Hongrie, Italie) ou ultra-réactionnaires (Pologne, Lettonie, Suède). Ailleurs, des forces du même type, racistes et islamophobes, progressent (Allemagne, France, Espagne Grèce). En Suisse, l'UDC, sortie gagnante des élections fédérales, dans un contexte d'abstention massive (53,3 %), s'inscrit dans la même tendance, même si elle très bien intégrée à la droite nationale libérale.

« L'ancien meurt et le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés. » (Antonio Gramsci, Cahiers de prison, 1930).

La fabrique du capitalisme

Nous vivons dans un monde dominé par l'exploitation du travail salarié qui produit l'essentiel des richesses. La très grande majorité d'entre nous est en effet obligée de vendre sa force de travail à une petite minorité qui détient les grands moyens de production, de distribution, de crédit et d'information. Et ces derniers ne cessent de s'enrichir et d'accroître leur pouvoir économique en exploitant notre travail. Ce pouvoir « économique » des détenteurs de capitaux est aussi un pouvoir social, politique et culturel, puisque ce sont eux qui décident des grandes priorités d'investissement du produit de notre travail. Ils tiennent ainsi entre leurs mains le destin d'un monde qu'ils font courir à la catastrophe.

L'exploitation n'est pas un mécanisme exceptionnel qui permettrait à certains patrons de sous-payer abusivement leur personnel. C'est le fonctionnement « normal » de nos sociétés capitalistes qui contraint le plus grand nombre à chercher « un emploi » pour vivre et à accepter un salaire qui ne représente qu'une fraction de la valeur de son travail. La différence entre la richesse créée et le salaire versé, ce que Marx a appelé la plus-value ou la survaleur, représente aujourd'hui la source principale de l'accumulation du capital et des fortunes privées.

Bien entendu, le degré d'exploitation du salariat n'est pas le même dans toutes les régions, dans toutes les branches et dans toutes les entreprises. Ici ou là, la plus-value versée dans le bassin de l'accumulation capitaliste représente une part du produit du travail supérieure à la moyenne. On peut alors parler de surexploitation, qui s'opère le plus souvent aux dépens de catégories de salarié·e·s pénalisés de façon globale par le niveau de vie inférieur de leur pays/région, mais aussi de salarié·e·s discriminés de façon catégorielle en raison de leur sexe, de leur « race », de leur religion, de leur nationalité, de leur âge, etc.

Si l'accumulation du capital repose sur l'exploitation du salariat, l'automatisation croissante des processus de production pose un problème majeur au capitalisme. En effet, le travail mort, incorporé dans les robots, ne produit pas de plus-value. *« Si les navettes tissaient toutes seules, écrivait Aristote, au IV^e siècle avant notre ère, alors les maîtres artisans n'auraient nul besoin de serviteurs, ni les maîtres, d'esclaves »*. De même, si les machines tournaient toutes seules, les employeurs n'auraient plus besoin de travail humain salarié et les valeurs d'usage produites n'auraient plus aucune valeur marchande. Or, cette tendance est à l'œuvre, même si elle est encore loin d'avoir développé toutes ses potentialités.

Il faut souligner enfin que le capitalisme moderne s'appuie sur des héritages plus anciens qu'il a su largement reconfigurer à son profit. Premièrement, la domination patriarcale, qui a pris différentes formes dans les sociétés humaines antérieures mais continue à alimenter le sexisme dans le monde capitaliste. Deuxièmement, le développement inégal du monde, qui puise son origine principale dans la domination européenne précoce, le pillage systématique des autres continents, la colonisation, le travail forcé, le néocolonialisme, l'échange inégal (entre matières premières et produits industriels). Il constitue le fondement séculaire du racisme, que le capitalisme actuel continue à alimenter à son profit.

Trois ordres de réalités s'entremêlent ainsi dans la fabrique du capitalisme contemporain

- 1) L'explosion des inégalités sociales due à la polarisation entre propriétaires des grands moyens de production, de transport, de distribution, de crédit et d'information, et salariés et petits producteurs exploités ;
- 2) La division du travail entre femmes et hommes qui se traduit par la surexploitation du travail féminin (dans l'entreprise, mais aussi au foyer) et nourrit le sexisme qui l'accompagne ;
- 3) Le développement inégal de la planète qui conduit à la surexploitation des peuples dominés et de l'immigration, alimentant les surprofits impérialistes et les nombreuses formes de racisme.

« Si l'on adopte une vision élargie du capitalisme, on se rend compte qu'il est impossible de comprendre le fonctionnement de l'économie au sens strict sans examiner la façon dont elle s'appuie sur les apports du système de soins ou de reproduction sociale, du système de la nature et des différents systèmes politiques. L'économie ne fonctionne pas sans ces éléments. Je suggère qu'au lieu d'interpréter le capitalisme comme un système économique, nous le considérons comme la désignation de quelque chose de beaucoup plus vaste. » (Nancy Fraser, Jacobin, 18 août 2022)

« Le capital épuise les deux sources de toute richesse : la terre et l'être humain »

Les économistes bourgeois expliquent que la production suppose la mise à contribution du capital, de la nature et du travail. Les deux premiers facteurs de production seraient mis en valeur, tandis que le troisième serait rémunéré équitablement pour ses services rendus. En réalité, il n'en est rien. Le capital productif (bâtiments, infrastructures, machines, etc.) a été essentiellement constitué grâce à l'accumulation de la plus-value prélevée sur les générations passées. Ce n'est rien d'autre que de la sueur cristallisée et privatisée. Son appropriation par une petite minorité résulte d'une longue histoire de pillage et d'exploitation. Elle est totalement illégitime.

Pour ce qui est de la nature, elle ne peut offrir durablement ses richesses qu'aux collectivités humaines qui respectent le métabolisme indispensable entre travail productif et environnement, ce qui n'est pas le cas des sociétés dominées par le capitalisme. Depuis plus de deux siècles, en particulier après la révolution industrielle et la globalisation marchande de la planète, les équilibres fondamentaux entre l'humanité et la nature, nécessaires à la pérennité des formes de vie évoluées sur terre, ont été rompus. D'où l'accélération actuelle à une vitesse exponentielle, hors de tout contrôle, du changement climatique, du déclin de la biodiversité et de la pénurie de ressources naturelles essentielles.

Outre la nature, c'est le travail humain qui est au fondement de toute richesse. Dans le monde contemporain, ce travail repose avant tout sur les épaules du salariat et, dans une moindre mesure, sur celles de la petite production marchande (petite paysannerie, artisanat, etc.) que le capital exploite aussi en lui achetant ses produits à bas prix. Il condamne ainsi les populations qui en vivent à une existence misérable, voire à l'expropriation totale de leurs biens (terres, maisons, outils de travail, etc.) au profit de leurs créanciers capitalistes. En lien avec l'exploitation du travail salarié, coexiste donc une « accumulation par dépossession » qui ressemble à un vol pur et simple.

L'exploitation du salariat se déploie enfin dans un contexte social où la famille assume une part importante de la reproduction de la force de travail (travaux ménagers, éducation des enfants, soins aux malades et aux personnes âgées, etc.). Or, la domination patriarcale permet d'attribuer une part essentielle de ces tâches non rémunérées aux femmes. Lorsqu'elles sont elles-mêmes salariées, elles subissent ainsi une double exploitation, dans l'entreprise d'abord, où elles sont souvent surexploitées (salaires inférieurs à ceux de leurs collègues masculins) et au sein de la famille, où elles contribuent par leur travail domestique gratuit, à réduire le coût de leur force de travail et de celle de leur conjoint (il faudrait en effet un salaire plus élevé pour couvrir l'achat de ces services sur le marché).

« Le capitalisme ne développe la technique et le procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où surgit toute richesse, la terre et l'être humain. » (Karl Marx, Le Capital, Livre I, 1867)

Rassembler « le nombre immense qui n'a jamais su sa force »

La lutte contre l'exploitation du travail salarié est indissociable de celle contre le pillage de la nature qui met en cause les équilibres environnementaux indispensables à la pérennité des formes de vie évoluées sur terre. Elle est indissociable aussi de celle contre la surexploitation et l'oppression des peuples dominés et des catégories discriminées du salariat (femmes, personnes victimes du racisme, étrangers, etc.). Elle est indissociable encore de celle contre l'exploitation du travail de reproduction (éducation, soins, etc.), assumé en majorité par les femmes au sein de la famille. Elle est indissociable enfin de celle pour l'extension des droits et des libertés démocratiques.

L'extrême droite et la droite conservatrice ont récemment fait du combat contre le « wokisme », au nom de la défense de la famille traditionnelle patriarcale, un cheval de bataille essentiel. Le climatosepticisme et le rejet de l'égalité femmes-hommes étant plus difficiles à assumer aujourd'hui ouvertement, ils s'en prennent

aux droits des personnes LGBTIQ+ en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre. Ceux-ci sont en effet en contradiction avec l'idéologie patriarcale et questionnent de ce fait la domination masculine. Nous devons nous battre pour ces droits fondamentaux en évitant l'isolement et la ghettoïsation de ces combats. Notre lutte contre le capitalisme ne doit pas être envisagée comme une addition de fronts séparés dont il faudrait chercher l'addition, la superposition ou l'intersection, mais un combat d'ensemble qui appréhende ses sphères économiques, sociales, politiques, idéologiques et écologiques comme faisant partie d'un tout articulé. En effet, nous ne visons pas seulement la socialisation des grands moyens de production, de transport, de distribution, de crédit et d'information, mais aussi une mise en question de la division du travail entre les continents, les pays, les régions, les sexes, les niveaux de formation, etc., une démocratie directe étendue et une réconciliation de l'humanité avec la nature.

Une conception erronée du socialisme a conduit une large majorité de ses partisans à le réduire à la propriété étatique des grands moyens de production. Ce faisant, ils ont perdu de vue que le monde du travail n'était pas du tout homogène, mais traversé par des lignes de fracture spatiales (continents, nations) ou catégorielles (sexes, genres, couleurs, générations, religions, formations, activités, revenus, etc.). Ces divisions résultent objectivement de l'inégalité des conditions d'exploitation du travail selon les continents, les pays et les couches sociales. Elles sont validées par une idéologie dominante anti-égalitaire, sexiste, chauvine, raciste, etc. Elles obscurcissent ainsi la conscience de celles et ceux qui sont pourtant obligés de vendre leur force de travail pour vivre, d'appartenir à une même classe, qui partage essentiellement les mêmes intérêts.

Les conceptions réductrices du socialisme perdent de vue que l'unification des catégories sociales et des peuples qui subissent l'exploitation capitaliste est indispensable pour en venir à bout. C'est pour cela qu'il faut combattre les préjugés de classe, le sexisme, le racisme, l'homophobie, etc., mais aussi la domination impérialiste des peuples dominés/opprimés. Si le nombre immense et la place centrale dans le processus de production des victimes, femmes et hommes, de ce système rendent possible son renversement, la question stratégique de leur unification et de leur prise de conscience de partager des intérêts communs est la plus difficile à résoudre. De là, l'absolue nécessité pour le monde du travail dans son ensemble de faire une priorité absolue de la défense des peuples et des catégories sociales les plus opprimées et exploitées.

« S'il plaît au travailleur de faire grève, s'il lui plaît de se révolter, la terre est noire des fourmis humaines. Elles sont le nombre, le nombre immense qui n'a jamais su sa force : le désespoir la lui apprendra. » (Louise Michel, L'Ère nouvelle, 1887)

Répondre à la montée de la colère sociale

Compte tenu des rapports de force sociaux et politiques actuels, les dominants s'efforcent de faire payer leur crise au salariat et aux petits producteurs en comprimant leurs revenus, en augmentant leur charge de travail, en réduisant leur couverture sociale et en coupant dans les dépenses publiques. Le sous-emploi, les contrats précaires et l'ubérisation ne cessent d'augmenter, touchant plus particulièrement les femmes, la main-d'œuvre immigrée, les jeunes, le travail au noir, etc. Dans les pays du Sud global, ces évolutions se traduisent par l'appauvrissement massif de milliards d'êtres humains, acculant plusieurs centaines de millions d'entre eux à la famine.

La gravité de la crise actuelle peut certes éveiller les esprits à la perspective d'un changement de système, dans le prolongement notamment des interrogations suscitées par le réchauffement climatique et la réduction de la biodiversité. Il serait cependant idéaliste de croire que le seul pourrissement de l'ordre capitaliste puisse conduire à son dépassement sans une intensification massive des luttes sociales et le développement d'organisations sociales et politiques de masse porteuses d'une alternative écosocialiste largement audible. C'est pourquoi, il nous paraît essentiel de favoriser l'unité dans l'action du très grand nombre de celles et ceux qui sont obligés de vendre leur force de travail pour vivre, contre les détenteurs des principaux moyens de production, de transport, de distribution, de crédit et d'information, mais aussi contre les gros propriétaires fonciers/immobiliers, qui exploitent leur travail et ponctionnent leurs revenus. Encore faut-il que cette unité dans l'action soit porteuse d'un programme revendicatif tendant à rompre avec les logiques du capitalisme.

Par exemple, la lutte contre la dégradation des conditions de travail peut être envisagée en lien avec celle contre le réchauffement climatique et la destruction de la biodiversité. Ainsi, la revendication d'une réduction massive du temps de travail permet à la fois de partager le travail et de combattre le consumérisme. En même temps, le refus de toute réduction des salaires (à l'exception des très hauts salaires) s'oppose à ce que le prix de la crise soit payé par le monde du travail, alors que les revenus du capital et de la propriété ne cessent de croître. Dans les sociétés capitalistes contemporaines, plus de 95 % de la population vit en effet des revenus du travail, certes inégalement répartis, alors que moins de 5 % de celle-ci vivent des revenus du capital et de la propriété (les statistiques de l'OCDE parlent même de 1%).

Depuis 1980, la part des richesses créées dévolue au travail ne cesse de diminuer en faveur de celle dévolue au capital et à la propriété. Ce phénomène traduit le renforcement matériel de la classe capitaliste et possédante par rapport au reste de la société, en grande majorité salariée : de 1980 à 2015, la part du travail dans

la valeur ajoutée des pays de l'OCDE est passée de 68 % à 60 % en Europe et de 65 % à 58 % aux États-Unis. En appliquant la moyenne européenne à la Suisse, le monde du travail se serait ainsi vu priver de 64 milliards de francs (15 000 francs par an et par personne employée), ce qui représente 1,4 fois les dépenses totales de l'AVS. Ce renforcement de la classe possédante se matérialise par l'explosion du montant et de la concentration des fortunes privées et des héritages. C'est cette réalité qu'il s'agit de combattre frontalement.

L'écrasante majorité de la population active vit des revenus de son travail (salarié ou indépendant) sans exploiter le travail d'autrui. C'est elle qui a vu sa part des richesses créées diminuer. En même temps, les écarts salariaux ont crû aux dépens des travailleurs – et plus particulièrement des travailleuses – les moins bien rémunérés. C'est pourquoi, la bataille pour la réduction des disparités salariales – entre femmes et hommes, non qualifiés et qualifiés, contrats fixes et précaires, exécutants et responsables, étrangers et nationaux, jeunes et moins jeunes, etc. – est un objectif décisif. Elle passe par le relèvement des plus bas salaires, de même que par le développement d'assurances sociales solidaires et de services publics gratuits couvrant les besoins essentiels (éducation, santé, transports publics, logement, etc.), financés par une imposition fortement progressive ou par des cotisations sociales paritaires (sur le modèle de l'AVS). Ces luttes doivent permettre de renforcer l'unité de celles et ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail pour vivre.

*« Toutes les colères ne se valent pas qui se différencient par leurs contenus inégaux de particularisme ou d'universalité. Les colères homophobes, ou racistes, ne sont pas les colères qui s'indignent des inégalités ou des dominations. Et pourtant le politique doit compter avec les deux – malheureusement d'ailleurs plus souvent avec les premières qu'avec les secondes. Et la question qui se pose sans cesse à lui, c'est de savoir qu'en faire. » (Frédéric Lordon, « Les puissances de l'indignation », *Esprit*, mars-avril 2016)*

Les nouvelles responsabilités des anticapitalistes

Aujourd'hui, les anticapitalistes sont confrontés à des responsabilités nouvelles. D'une part, la détresse sociale a fortement crû, dans la foulée de l'exacerbation de la concurrence internationale, de la délocalisation de segments de la production, des privatisations et de la précarisation généralisée des conditions de travail. La colère populaire est aussi montée d'un cran : les gilets jaunes et le mouvement pour la défense des retraites en ont offert la plus saisissante expression récemment en France. Pourtant, si nous ne parvenons pas à construire des organisations populaires de la gauche combative, cette colère peut aussi être récupérée par l'extrême droite, comme les résultats des dernières élections fédérales tendent à le montrer.

Il faut relever que les luttes sociales actuelles ont été de plus en plus portées et/ou interrogées par :

1. Le développement d'un mouvement féministe de masse qui met en question de façon concrète les visages de l'exploitation et de l'oppression des femmes résultant de l'enchevêtrement des sphères de la production et de la reproduction sociales.
2. L'émergence de la grève pour le climat, lancée par la jeunesse, qui pointe les contradictions entre l'ordre productiviste capitaliste et les équilibres naturels indispensables à la vie.
3. Le protagonisme croissant de minorités opprimées et surexploitées, en raison de la couleur de leur peau, de leur culture d'origine, de leur religion, de leur nationalité, de leur statut légal, etc.

Ces luttes ont souvent été initiées par des collectifs périphériques au noyau dur du salariat, des groupes de jeunes, féministes, paupérisés, paysans, migrants, locaux, etc., parce qu'ils perçoivent la crise actuelle du capitalisme de façon plus aiguë. Ils posent ainsi le problème stratégique d'un soutien large.

Un mouvement féministe de masse s'est ainsi levé contre les violences faites aux femmes et l'injustice de l'ordre patriarcal. Il a montré notamment l'importance centrale des activités reproductives (soins, éducation, etc.), indispensables à l'ordre capitaliste, qui reposent largement sur l'exploitation du travail des femmes dans la sphère privée. Sur ce terrain, la revendication de structures d'accueil gratuites de la petite enfance et le développement d'un système de santé public intégré, incluant la prise en charge des malades, des personnes convalescentes et des personnes âgées est une priorité essentielle.

Inspirés par la volonté de changer radicalement l'état des choses ici et maintenant et recourant pour cela à l'action directe, certains mouvements ont pu obtenir des victoires d'étape, comme les zadistes de Notre-Dame-des-Landes en Bretagne. Dans le même sens, les mobilisations contre l'extraction et le transport de combustibles fossiles se sont multipliées avec des effets indiscutables sur la conscience collective (cf. la carte globale de la *Blockadia* qui identifie ainsi des dizaines de foyers de résistance <https://ejatlas.org/featured/blockadia>). Ces mouvements peuvent constituer des exemples pour le monde du travail. Ainsi, en 2019, une animatrice de *Amazon Employees for Climate Justice*, répondait à un journaliste du *Guardian* :

« Débrayer est le symbole de l'action collective des employé·e·s. (...) De nombreuses personnes ne réalisent pas la force dont ils disposent sur leur

lieu de travail. (...) Quand tu réalises ça, tu te rends compte que le pouvoir n'est pas au sommet. Il est à la base, collectif, avec tous les gens qui travaillent ensemble pour faire marcher la compagnie ».

Les luttes collectives qui font appel à l'action directe permettent de faire des expériences enrichissantes, aussi ponctuelles soient-elles ; leur multiplication développe l'imaginaire social et accroît la crise de légitimité de l'ordre établi ; elle encourage aussi la reprise du protagonisme collectif. En même temps, elles se heurtent de plus en plus au mur de l'inflexibilité des États, ce qui peut les conduire au découragement, au repli individuel, voire à des actions minoritaires plus dures, mais plus exposées à la répression.

Pour éviter ces écueils, la construction de partis larges de la gauche combative, capables d'orienter politiquement la résistance et d'organiser une riposte anticapitaliste conséquente, ancrée dans le salariat, les couches populaires et la jeunesse est indispensable.

1. Combiner la lutte contre l'exploitation du travail humain et de la nature par le capital avec celle contre toute forme d'inégalité, de domination et d'oppression fondée sur le sexe, la « race », la religion, la nationalité, la préférence sexuelle, l'identité de genre, l'âge, etc.
2. Lier nos combats dans la sphère de la production, sur une base de classe, à ceux dans la sphère de la reproduction (éducation, soins, tâches domestiques, etc.), ceux sur les lieux de travail à ceux sur les lieux d'habitation.
3. Défendre une perspective d'émancipation humaine fondée sur l'activité autonome et l'auto-organisation des exploités et des opprimés, femmes et hommes, en appelant pour cela à l'action directe – de la grève à la désobéissance civile – et en envisageant l'activité parlementaire et le recours aux instruments de la démocratie semi-directe (référendums, initiatives) comme un appui politique à celle-ci.
4. Affirmer une solidarité sans faille avec les luttes populaires contre l'exploitation et l'oppression nationale à l'échelle internationale en dénonçant en particulier le rôle du gouvernement et des multinationales suisses dans le monde.

Il nous appartient, en tant que membres d'un nouveau parti de ce type, d'élaborer un programme d'action qui réponde aux besoins et à la conscience du

monde du travail, des couches populaires et de la jeunesse !

